

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/202228]

Extrait de l'arrêt n° 54/2016 du 21 avril 2016

Numéro du rôle : 6352

En cause : la demande de suspension des articles 7 et 8 de la loi du 18 décembre 2015 « en matière d'assimilation d'une période de non-activité de certains membres de la police intégrée pour la condition de carrière pour partir en pension anticipée, en matière de cumul avec une pension du secteur public, en matière de revenu garanti aux personnes âgées, et en matière de pensions du personnel navigant de l'aviation civile », introduite par J.-P. C. et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschant, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 5 février 2016 et parvenue au greffe le 8 février 2016, une demande de suspension des articles 7 et 8 de la loi du 18 décembre 2015 « en matière d'assimilation d'une période de non-activité de certains membres de la police intégrée pour la condition de carrière pour partir en pension anticipée, en matière de cumul avec une pension du secteur public, en matière de revenu garanti aux personnes âgées, et en matière de pensions du personnel navigant de l'aviation civile » (publiée au *Moniteur belge* du 24 décembre 2015) a été introduite par J.-P. C., D.M. et F.S., assistés et représentés par Me P. Vande Castele, avocat au barreau d'Anvers.

Par la même requête, les parties requérantes demandent également l'annulation des mêmes dispositions légales.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la disposition attaquée

B.1.1. Le recours en annulation et la demande de suspension visent les articles 7 et 8 de la loi du 18 décembre 2015 « en matière d'assimilation d'une période de non-activité de certains membres de la police intégrée pour la condition de carrière pour partir en pension anticipée, en matière de cumul avec une pension du secteur public, en matière de revenu garanti aux personnes âgées, et en matière de pensions du personnel navigant de l'aviation civile ».

B.1.2. L'article 7 attaqué dispose :

« Dans l'article 81 de la loi-programme du 28 juin 2013, le a), partiellement annulé par l'arrêt n° 158/2014 du 30 octobre 2014 de la Cour constitutionnelle, est remplacé par ce qui suit :

a) les pensions de retraite accordées aux personnes qui ont été mises d'office à la retraite avant 65 ans pour cause de limite d'âge; ».

L'article 8 attaqué dispose que cet article produit ses effets le 1^{er} janvier 2013.

Quant aux conditions de la suspension

B.2.1. Les parties requérantes fondent leur demande de suspension sur l'article 20, 2^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, qui dispose :

« Sans préjudice de l'article 16^{ter} de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et de l'article 5^{ter} de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, la suspension ne peut être décidée que :

[...]

2^o si un recours est exercé contre une norme identique ou similaire à une norme déjà annulée par la Cour constitutionnelle et qui a été adoptée par le même législateur ».

B.2.2. L'amendement qui a abouti à ajouter, par la loi spéciale du 9 mars 2003, les mots « ou similaire » dans le texte de l'article 20, 2^o, était ainsi motivé :

« Cette modification vise à renforcer l'autorité des arrêts de la Cour, en rendant une suspension aussi possible lorsqu'une instance législative tente de se soustraire à cette autorité en édictant de nouvelles normes, qui, s'il est vrai qu'elles ont été légèrement modifiées, ne permettent toujours pas, sur le fond, de lever les objections qui ont conduit la Cour d'arbitrage à prendre un précédent arrêt d'annulation ». En pareil cas, il n'y a aucune raison d'exclure la procédure de suspension, ce que l'on faisait jusqu'à présent, en raison de la rigidité de la formulation de l'article 20 » (*Doc. parl.*, Sénat, 2001-2002, n° 2-897/4, p. 10).

B.2.3. Lorsque la suspension est demandée sur la base de l'article 20, 2^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, la Cour ne doit examiner ni le caractère sérieux des moyens ni l'existence d'un risque de préjudice grave difficilement réparable, mais elle doit rechercher si la disposition attaquée est identique ou similaire à une disposition prise par le même législateur et précédemment annulée par la Cour.

Quant au fond

B.3.1. En vertu de l'article 80 de la loi-programme du 28 juin 2013, les travailleurs du secteur public admis à la retraite avant l'âge de 65 ans et qui ne comptent pas une carrière d'au moins 45 années civiles peuvent cumuler leur pension de retraite avec des revenus professionnels ne dépassant pas 7 570,00 euros, 6 056,01 euros ou 7 570,00 euros selon qu'ils sont obtenus respectivement en tant que travailleur salarié, en tant que travailleur indépendant ou qu'ils sont tirés de l'exercice d'une autre activité ou d'un autre mandat, charge ou office. Ces plafonds sont valables jusqu'à ce que la personne concernée atteigne l'âge de 65 ans. Au-delà de cet âge, la pension de retraite peut être cumulée avec des revenus professionnels sans limitation.

B.3.2. L'article 81 de la loi-programme du 28 juin 2013 prévoit, pour trois catégories de bénéficiaires d'une pension de retraite avant l'âge de 65 ans, un régime plus favorable de cumul avec des revenus professionnels. Pour ces catégories, ce sont des plafonds plus élevés, fixés à, selon les cas, 21 865,23 euros, 17 492,17 euros ou 21 865,23 euros, qui s'appliquent.

B.4.1. L'article 81 de la loi-programme du 28 juin 2013, dans la rédaction qui était la sienne lorsqu'il a fait l'objet du recours ayant donné lieu à l'arrêt n° 158/2014 du 30 octobre 2014, disposait :

« Pour les pensions visées ci-après, les montants limites à prendre en considération sont ceux visés à l'article 78 et les revenus professionnels sont ceux afférents à ces mêmes années :

a) les pensions de retraite accordées aux personnes qui ont été mises d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans pour une raison autre que l'inaptitude physique;

[...] ».

B.4.2. Par son arrêt n° 158/2014, la Cour a annulé, dans cette disposition, les mots « pour une raison autre que l'inaptitude physique ».

B.4.3. L'article 7 attaqué insère, dans cet article, à la place des mots annulés par l'arrêt n° 158/2014, les mots « pour cause de limite d'âge ».

B.5.1. L'exposé des motifs relatif aux dispositions attaquées indique :

« Le but de l'article 7 est donc de revenir à la situation existante avant l'arrêt de la Cour, mais sur la base d'un article 81, a) rédigé autrement et visant cette fois expressément et uniquement les personnes pensionnées pour limite d'âge.

[...]

S'agissant de rétablir une situation telle qu'elle doit être dès son origine, cette section produit ses effets à la date de l'entrée en vigueur de l'article 81 précité, à savoir le 1^{er} janvier 2013 » (*Doc. parl.*, 2015-2016, DOC 54-1502/001, p. 11).

B.5.2. Dans son avis relatif à ces dispositions alors en projet, la section de législation du Conseil d'Etat observe :

« Même si la formulation est différente, la disposition en projet est sur le fond identique à celle annulée par la Cour constitutionnelle. [...]

[...]

Par ailleurs, le commentaire de l'article n'avance aucun élément nouveau susceptible de modifier le jugement d'inconstitutionnalité. [...]

[...]

Dans ces conditions, en rétablissant la disposition annulée, la loi en projet méconnaît l'autorité de la chose jugée par la Cour constitutionnelle, et s'expose non seulement à une nouvelle annulation, mais également à une suspension sur la base de l'article 20, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 ' sur la Cour constitutionnelle ', en vertu duquel, à la demande d'une partie requérante, la Cour peut suspendre une loi si celle-ci est identique ou similaire à une norme déjà annulée par la Cour constitutionnelle » (*ibid.*, pp. 41-42).

B.6.1. Les travailleurs du secteur public qui ont été mis d'office à la retraite avant l'âge de 65 ans sont soit des personnes, appartenant à toutes les catégories de fonctionnaires, mises d'office à la retraite pour inaptitude physique, soit des militaires pour lesquels la loi prévoit une mise à la retraite à un âge antérieur à 65 ans.

B.6.2. La disposition attaquée, qui réserve l'avantage du cumul de la pension avec un revenu professionnel dans la limite du plafond le plus élevé aux personnes mises d'office à la retraite pour cause de limite d'âge, est donc similaire à la disposition, annulée par la Cour par son arrêt n° 158/2014, qui excluait du même avantage les personnes mises d'office à la retraite pour raison d'inaptitude physique.

B.7.1. Le Conseil des ministres soutient que la Cour doit avoir égard à l'objectif de cette mesure, objectif qui n'aurait pas été apparent lors de l'examen du recours qui a donné lieu à l'arrêt n° 158/2014 mais qui serait en revanche exprimé dans l'exposé des motifs de la disposition actuellement attaquée. Cet objectif serait de respecter la philosophie du système à la base de l'octroi d'une pension pour inaptitude physique, à savoir accorder un revenu à une personne qui n'est plus capable de travailler pour se le procurer.

B.7.2. Ainsi que la Cour l'a jugé par son arrêt n° 158/2014 (B.8), le critère de l'inaptitude physique n'est pas pertinent pour établir la différence de traitement critiquée, dès lors que le législateur n'interdit pas aux personnes mises d'office à la pension pour inaptitude physique de travailler, si elles en ont la volonté et la possibilité, dans les limites de certains plafonds et que, une fois l'âge de 65 ans atteint, ces personnes sont autorisées à cumuler leur pension avec un revenu professionnel dans les limites de plafonds plus élevés.

B.7.3. L'objectif de prendre en considération le motif de la mise à la pension d'office ne constitue donc pas un élément nouveau. Il a été examiné dans l'arrêt n° 158/2014, par lequel la Cour a jugé que cet objectif n'était pas de nature à justifier la différence de traitement attaquée.

B.8.1. Par ailleurs, les modifications du contexte législatif depuis l'arrêt n° 158/2014 ne sont pas d'une importance telle qu'elles devraient conduire à juger que la disposition attaquée, bien que similaire à la disposition précédemment annulée, n'a pas, *in concreto*, la même portée que celle-ci.

B.8.2. La modification du régime de la sanction en cas de dépassement des plafonds de revenus autorisés, réalisée par l'article 18 de la loi du 28 avril 2015 portant des dispositions concernant les pensions du secteur public, est certes de nature à alléger les conséquences, pour le pensionné, du dépassement. Cette circonstance ne saurait toutefois conduire la Cour à modifier son jugement quant au caractère non pertinent du critère sur lequel repose la différence de traitement établie par l'article 81 de la loi-programme du 28 juin 2013.

B.8.3. L'article 4 de la loi attaquée du 18 décembre 2015, qui modifie l'article 91 de la loi-programme du 28 juin 2013, permet dorénavant le cumul d'une pension de retraite accordée pour inaptitude physique avec un revenu de remplacement visé à l'article 76, 10°, b), d) ou e). Cette modification a certes pour effet d'atténuer le caractère disproportionné de la différence de traitement établie par l'article 81 précité. Elle ne saurait cependant pas non plus conduire la Cour à modifier son jugement dès lors qu'il n'est pas démontré que toutes les personnes bénéficiant d'une pension de retraite pour inaptitude physique se trouvent dans les conditions requises pour avoir droit à un tel revenu de remplacement. Par ailleurs, cette circonstance n'est en tout état de cause pas de nature à justifier que les pensionnés mis d'office à la retraite pour raison d'inaptitude physique qui voient leur situation médicale s'améliorer et qui ont la possibilité d'acquiescer un revenu professionnel ne puissent le faire dans les mêmes conditions que les pensionnés mis d'office à la retraite avant 65 ans pour cause de limite d'âge.

B.9. La demande de suspension est fondée. Il y a lieu de suspendre l'article 7 de la loi du 18 décembre 2015 « en matière d'assimilation d'une période de non-activité de certains membres de la police intégrée pour la condition de carrière pour partir en pension anticipée, en matière de cumul avec une pension du secteur public, en matière de revenu garanti aux personnes âgées, et en matière de pensions du personnel navigant de l'aviation civile ».

L'article 8 de la même loi étant indissociablement lié à l'article 7, il y a lieu de le suspendre également.

Par ces motifs,
la Cour

suspend les articles 7 et 8 de la loi du 18 décembre 2015 « en matière d'assimilation d'une période de non-activité de certains membres de la police intégrée pour la condition de carrière pour partir en pension anticipée, en matière de cumul avec une pension du secteur public, en matière de revenu garanti aux personnes âgées, et en matière de pensions du personnel navigant de l'aviation civile ».

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 21 avril 2016.

Le greffier,
F. Meersschaut

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2016/202228]

Uittreksel uit arrest nr. 54/2016 van 21 april 2016

Rolnummer : 6352

In zake : de vordering tot schorsing van de artikelen 7 en 8 van de wet van 18 december 2015 « betreffende de assimilatie van een periode van non-activiteit van bepaalde leden van de geïntegreerde politie voor de loopbaanvoorwaarde om met vervroegd pensioen te vertrekken, betreffende de cumulatie met een pensioen van de publieke sector, betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en betreffende de pensioenen van het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart », ingesteld door J.-P. C. en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de vordering en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 5 februari 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 8 februari 2016, is een vordering tot schorsing ingesteld van de artikelen 7 en 8 van de wet van 18 december 2015 « betreffende de assimilatie van een periode van non-activiteit van bepaalde leden van de geïntegreerde politie voor de loopbaanvoorwaarde om met vervroegd pensioen te vertrekken, betreffende de cumulatie met een pensioen van de publieke sector, betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en betreffende de pensioenen van het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 december 2015) door J.-P. C., D.M. en F.S., bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. P. Vande Castele, advocaat bij de balie te Antwerpen.

Bij hetzelfde verzoekschrift vorderen de verzoekende partijen eveneens de vernietiging van dezelfde wetsbepalingen.

(...)

II. In rechte

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepaling

B.1.1. Het beroep tot vernietiging en de vordering tot schorsing beogen de artikelen 7 en 8 van de wet van 18 december 2015 « betreffende de assimilatie van een periode van non-activiteit van bepaalde leden van de geïntegreerde politie voor de loopbaanvoorwaarde om met vervroegd pensioen te vertrekken, betreffende de cumulatie met een pensioen van de publieke sector, betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en betreffende de pensioenen van het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart ».

B.1.2. Het bestreden artikel 7 bepaalt :

« In artikel 81 van de programmawet van 28 juni 2013 wordt de bepaling onder a), gedeeltelijk vernietigd door het arrest nr. 158/2014 van 30 oktober 2014 van het Grondwettelijk Hof, vervangen als volgt :

' a) een rustpensioen toegekend aan een persoon die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust werd gesteld wegens leeftijdsgrens; ' ».

Het bestreden artikel 8 bepaalt dat dat artikel uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2013.

Ten aanzien van de voorwaarden van de schorsing

B.2.1. De verzoekende partijen baseren hun vordering tot schorsing op artikel 20, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, dat bepaalt :

« Onverminderd artikel 16ter van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en artikel 5ter van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, kan slechts tot schorsing worden besloten :

[...]

2° als een beroep is ingesteld tegen een norm die identiek is met of gelijkaardig aan een reeds door het Grondwettelijk Hof vernietigde norm en die door dezelfde wetgever is aangenomen ».

B.2.2. Het amendement dat ertoe heeft geleid, bij de bijzondere wet van 9 maart 2003, de woorden « of gelijkaardig aan » in te voegen in de tekst van artikel 20, 2°, was als volgt gemotiveerd :

« Deze wijziging beoogt het gezag van de arresten van het Hof te versterken, door een schorsing ook mogelijk te maken wanneer een wetgevende instantie zich aan dit gezag probeert te onttrekken door nieuwe normen uit te vaardigen, die weliswaar licht gewijzigd zijn, maar ten gronde niet beantwoorden aan de bezwaren die het Arbitragehof hebben aangezet tot een eerder vernietigingsarrest. In een dergelijk geval is er geen reden om de schorsingsprocedure uit te sluiten, wat tot nu toe het geval was, gezien de rigide formulering van artikel 20 » (*Parl. St., Senaat, 2001-2002, nr. 2-897/4, p. 10*).

B.2.3. Wanneer de schorsing wordt gevorderd op grond van artikel 20, 2^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, moet het Hof noch het ernstige karakter van de middelen, noch het bestaan van een risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel onderzoeken, maar moet het onderzoeken of de bestreden bepaling identiek of soortgelijk is met een door dezelfde wetgever aangenomen en voordien door het Hof vernietigde bepaling.

Ten gronde

B.3.1. Krachtens artikel 80 van de programmawet van 28 juni 2013 kunnen de werknemers van de overheidssector die vóór de leeftijd van 65 jaar tot het rustpensioen zijn toegelaten en die geen loopbaan van ten minste 45 kalenderjaren tellen, hun rustpensioen cumuleren met beroepsinkomsten die 7 570,00 euro, 6 056,01 euro of 7 570,00 euro niet overschrijden naargelang zij respectievelijk worden verkregen als werknemer, als zelfstandige of worden gehaald uit de uitoefening van een andere activiteit of van een ander mandaat, een ander ambt of een andere post. Die maximumbedragen gelden tot de betrokken persoon de leeftijd van 65 jaar bereikt. Na die leeftijd kan het rustpensioen zonder beperking met beroepsinkomsten worden gecumuleerd.

B.3.2. Voor drie categorieën van gerechtigden op een rustpensioen vóór de leeftijd van 65 jaar voorziet artikel 81 van de programmawet van 28 juni 2013 in een gunstigere regeling voor de cumulatie met beroepsinkomsten. Voor die categorieën zijn het de hogere maximumbedragen, vastgelegd op, naar gelang van het geval, 21 865,23 euro, 17 492,17 euro of 21 865,23 euro, die van toepassing zijn.

B.4.1. Artikel 81 van de programmawet van 28 juni 2013, in de redactie ervan die gold wanneer het het voorwerp heeft uitgemaakt van het beroep dat tot het arrest nr. 158/2014 van 30 oktober 2014 heeft geleid, bepaalde :

« Voor de volgende pensioenen zijn de in aanmerking te nemen grensbedragen deze bedoeld in artikel 78 en zijn de beroepsinkomsten deze die betrekking hebben op dezelfde jaren :

a) een rustpensioen toegekend aan een persoon die om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust gesteld werd;

[...] ».

B.4.2. Bij zijn arrest nr. 158/2014 heeft het Hof in die bepaling de woorden « om een andere reden dan lichamelijke ongeschiktheid » vernietigd.

B.4.3. Het bestreden artikel 7 voegt in dat artikel, in plaats van de bij het arrest nr. 158/2014 vernietigde woorden, de woorden « wegens leeftijdsgrens » in.

B.5.1. In de memorie van toelichting met betrekking tot de bestreden bepalingen wordt vermeld :

« Het doel van artikel 7 is dus om terug te komen tot de situatie zoals deze bestond vóór het arrest van het Hof, maar op basis van een anders opgesteld artikel 81, a) dat deze keer uitdrukkelijk en alleen de personen gepensioneerd wegens leeftijdsgrens beoogt.

[...]

Gezien het gaat om een situatie die moet rechtgezet worden vanaf het begin ervan, heeft deze afdeling uitwerking vanaf de datum van inwerkingtreding van voormeld artikel 81, met name 1 januari 2013 » (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1502/001, p. 11).

B.5.2. In haar advies met betrekking tot die toen in ontwerp zijnde bepalingen merkt de afdeling wetgeving van de Raad van State op :

« De formulering is weliswaar verschillend maar de ontworpen bepaling is inhoudelijk identiek aan de bepaling die door het Grondwettelijk Hof is vernietigd. [...]

[...]

Voorts brengt de bespreking van het artikel geen enkel nieuw gegeven naar voren op basis waarvan het oordeel inzake de ongrondwettigheid zou kunnen worden herzien. [...]

[...]

Daar de ontworpen wet de vernietigde bepaling herstelt, gaat ze bijgevolg voorbij aan het gezag van hetgeen het Grondwettelijk Hof gewezen heeft, en loopt ze het risico op een nieuwe vernietiging en bovendien op een schorsing op grond van artikel 20, 2^o, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 ' op het Grondwettelijk Hof ', krachtens welke bepaling het Hof een wet op vordering van een verzoekende partij kan schorsen indien die wet identiek is met of sterk gelijkt op een reeds door het Grondwettelijk Hof vernietigde norm » (*ibid.*, pp. 41-42).

B.6.1. De werknemers van de overheidssector die vóór de leeftijd van 65 jaar ambtshalve op rust zijn gesteld, zijn ofwel tot alle categorieën van ambtenaren behorende personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op rust zijn gesteld, ofwel militairen voor wie de wet voorziet in een opruststelling op een leeftijd vóór 65 jaar.

B.6.2. De bestreden bepaling, die het voordeel van de cumulatie van het pensioen met een beroepsinkomen binnen de grenzen van het hoogste maximumbedrag voorbehoudt aan de personen die wegens leeftijdsgrens ambtshalve op rust worden gesteld, is dus soortgelijk met de door het Hof bij zijn arrest nr. 158/2014 vernietigde bepaling, die de personen die om reden van lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op rust worden gesteld, van hetzelfde voordeel uitsloot.

B.7.1. De Ministerraad betoogt dat het Hof rekening moet houden met de doelstelling van die maatregel, doelstelling die niet duidelijk zou zijn geweest bij het onderzoek van het beroep dat heeft geleid tot het arrest nr. 158/2014 maar die daarentegen zou zijn uitgedrukt in de memorie van toelichting bij de thans bestreden bepaling. Die doelstelling zou erin bestaan de filosofie in acht te nemen van het systeem dat aan de basis ligt van de toekenning van een pensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid, namelijk een inkomen toekennen aan een persoon die niet langer in staat is te werken om zich dat inkomen te verschaffen.

B.7.2. Zoals het Hof bij zijn arrest nr. 158/2014 (B.8) heeft geoordeeld, is het criterium van de lichamelijke ongeschiktheid niet relevant om het bekritiseerde verschil in behandeling in te voeren, aangezien de wetgever de personen die wegens lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op pensioen zijn gesteld niet verbiedt, indien zij daartoe de wil en de mogelijkheid hebben, binnen de grenzen van bepaalde maximumbedragen te werken en aangezien het die personen, zodra zij de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt, toegestaan is hun pensioen met een beroepsinkomen te cumuleren binnen de grenzen van hogere maximumbedragen.

B.7.3. De doelstelling die erin bestaat de reden van de ambtshalve oppensioenstelling in aanmerking te nemen, vormt dus geen nieuw element. Zij is onderzocht in het arrest nr. 158/2014, waarbij het Hof heeft geoordeeld dat die doelstelling het bestreden verschil in behandeling niet kan verantwoorden.

B.8.1. Daarenboven zijn de wijzigingen in de wetgevende context sinds het arrest nr. 158/2014 niet van een dergelijk belang dat zij ertoe zouden moeten leiden te oordelen dat de bestreden bepaling, hoewel soortgelijk met de voordien vernietigde bepaling, *in concreto* niet dezelfde draagwijdte heeft als die bepaling.

B.8.2. De wijziging in de regeling van de sanctie in geval van overschrijding van de maximumbedragen inzake toegelaten inkomsten, gerealiseerd bij artikel 18 van de wet van 28 april 2015 houdende bepalingen betreffende de pensioenen van de publieke sector, kan de gevolgen, voor de gepensioneerde, van de overschrijding weliswaar verlichten. Die omstandigheid zou het Hof echter niet ertoe kunnen brengen zijn oordeel ten aanzien van het niet-relevante karakter van het criterium waarop het bij artikel 81 van de programmawet van 28 juni 2013 ingestelde verschil in behandeling berust, te wijzigen.

B.8.3. Artikel 4 van de bestreden wet van 18 december 2015, dat artikel 91 van de programmawet van 28 juni 2013 wijzigt, maakt voortaan de cumulatie van een rustpensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid met een in artikel 76, 10^o, b), d) of e), bedoeld vervangingsinkomen mogelijk. Die wijziging heeft weliswaar tot gevolg het onevenredige karakter van het bij het voormelde artikel 81 ingestelde verschil in behandeling af te zwakken. Zij zou het Hof echter evenmin ertoe kunnen brengen zijn oordeel te wijzigen aangezien niet is aangetoond dat alle personen die een rustpensioen wegens lichamelijke ongeschiktheid genieten, aan de vereisten voldoen om recht te hebben op een dergelijk vervangingsinkomen. Daarenboven kan die omstandigheid in elk geval niet verantwoord worden dat de om reden van lichamelijke ongeschiktheid ambtshalve op rust gestelde gepensioneerden wier medische toestand verbetert en die de mogelijkheid hebben een beroepsinkomen te verwerven, dat niet onder dezelfde voorwaarden kunnen doen als de gepensioneerden die vóór 65 jaar ambtshalve op rust worden gesteld wegens leeftijdsgrens.

B.9. De vordering tot schorsing in gegrand. Artikel 7 van de wet van 18 december 2015 « betreffende de assimilatie van een periode van non-activiteit van bepaalde leden van de geïntegreerde politie voor de loopbaanvoorwaarde om met vervroegd pensioen te vertrekken, betreffende de cumulatie met een pensioen van de publieke sector, betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en betreffende de pensioenen van het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart » dient te worden geschorst.

Aangezien artikel 8 van dezelfde wet onlosmakelijk verbonden is met artikel 7, dient dat ook te worden geschorst.

Om die redenen,

het Hof

schorst de artikelen 7 en 8 van de wet van 18 december 2015 « betreffende de assimilatie van een periode van non-activiteit van bepaalde leden van de geïntegreerde politie voor de loopbaanvoorwaarde om met vervroegd pensioen te vertrekken, betreffende de cumulatie met een pensioen van de publieke sector, betreffende het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en betreffende de pensioenen van het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart ».

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 21 april 2016.

De griffier,

F. Meersschaut

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/202228]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 54/2016 vom 21. April 2016

Geschäftsverzeichnisnummer 6352

In Sachen: Klage auf einstweilige Aufhebung der Artikel 7 und 8 des Gesetzes vom 18. Dezember 2015 « über die Gleichstellung eines Inaktivitätszeitraums bei bestimmten Mitgliedern der integrierten Polizei für die Laufbahnbedingung im Hinblick auf den Antritt der Vorruhestandspension, über die Kumulierung mit einer Pension des öffentlichen Sektors, über das garantierte Einkommen für Betagte und über die Pensionen des Flugpersonals der Zivilluftfahrt », erhoben von J.-P. C. und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand des Antrags und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 5. Februar 2016 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 8. Februar 2016 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf einstweilige Aufhebung der Artikel 7 und 8 des Gesetzes vom 18. Dezember 2015 « über die Gleichstellung eines Inaktivitätszeitraums bei bestimmten Mitgliedern der integrierten Polizei für die Laufbahnbedingung im Hinblick auf den Antritt der Vorruhestandspension, über die Kumulierung mit einer Pension des öffentlichen Sektors, über das garantierte Einkommen für Betagte und über die Pensionen des Flugpersonals der Zivilluftfahrt » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 24. Dezember 2015: J.-P. C., D.M. und F.S., unterstützt und vertreten durch RA P. Vande Castele, in Antwerpen zugelassen).

Mit derselben Klageschrift beantragen die klagenden Parteien ebenfalls die Nichtigerklärung derselben Gesetzbestimmungen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtene Bestimmung

B.1.1. Die Klage auf Nichtigerklärung und einstweilige Aussetzung bezieht sich auf die Artikel 7 und 8 des Gesetzes vom 18. Dezember 2015 « über die Gleichstellung eines Inaktivitätszeitraums bei bestimmten Mitgliedern der integrierten Polizei für die Laufbahnbedingung im Hinblick auf den Antritt der Vorruhestandspension, über die Kumulierung mit einer Pension des öffentlichen Sektors, über das garantierte Einkommen für Betagte und über die Pensionen des Flugpersonals der Zivilluftfahrt ».

B.1.2. Der angefochtene Artikel 7 bestimmt:

« In Artikel 81 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 wird die Bestimmung in Buchstabe *a*), die durch den Entscheid des Verfassungsgerichtshofes Nr. 158/2014 vom 30. Oktober 2014 teilweise für nichtig erklärt wurde, durch folgenden Wortlaut ersetzt:

' *a*) Ruhestandspensionen, die Personen gewährt werden, die wegen Altersgrenze vor ihrem 65. Geburtstag von Amts wegen in den Ruhestand versetzt worden sind, ' ».

Der angefochtene Artikel 8 bestimmt, dass dieser Artikel mit 1. Januar 2013 wirksam wird.

In Bezug auf die Voraussetzungen für die einstweilige Aufhebung

B.2.1. Die klagenden Parteien gründen ihre Klage auf einstweilige Aufhebung auf Artikel 20 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, der bestimmt:

« Unbeschadet des Artikels 16ter des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und des Artikels 5ter des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen kann die einstweilige Aufhebung nur beschlossen werden:

[...]

2. wenn eine Klage gegen eine Norm eingereicht wird, die mit einer vom Verfassungsgerichtshof bereits für nichtig erklärten Norm identisch oder ihr ähnlich ist und vom selben Gesetzgeber verabschiedet wurde ».

B.2.2. Der Abänderungsantrag, der dazu geführt hat, durch das Sondergesetz vom 9. März 2003 die Wörter « oder ihr ähnlich » in den Text von Artikel 20 Nr. 2 einzufügen, wurde folgendermaßen begründet:

« Zweck dieser Änderung ist es, die Rechtskraft der Urteile des Hofes zu verstärken, indem eine einstweilige Aufhebung auch ermöglicht wird, wenn eine gesetzgebende Instanz versucht, diese Rechtskraft zu umgehen, indem sie neue Normen erlässt, die zwar leicht geändert sind, im Grunde aber nicht den Beschwerden entsprechen, die den Hof zu einem früheren Nichtigkeitsurteil veranlasst haben. In einem solchen Fall gibt es keinen Grund, das Verfahren auf einstweilige Aufhebung auszuschließen, was bisher angesichts der starren Formulierung von Artikel 20 der Fall war » (*Parl. Dok.*, Senat, 2001-2002, Nr. 2-897/4, S. 10).

B.2.3. Wenn die einstweilige Aufhebung aufgrund von Artikel 20 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof beantragt wird, muss der Gerichtshof weder die ernsthafte Beschaffenheit der Klagegründe, noch das Bestehen der Gefahr eines schwer wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteils prüfen; vielmehr muss er prüfen, ob die angefochtene Bestimmung mit einer vom selben Gesetzgeber verabschiedeten und zuvor vom Gerichtshof für nichtig erklärten Bestimmung identisch oder ihr ähnlich ist.

Zur Hauptsache

B.3.1. Aufgrund von Artikel 80 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 können die Arbeitnehmer des öffentlichen Sektors, die vor dem Alter von 65 Jahren zur Ruhestandspension zugelassen werden und die nicht eine Laufbahn von mindestens 45 Kalenderjahren aufweisen, ihre Ruhestandspension gleichzeitig mit Berufseinkünften von höchstens 7 570,00 Euro, 6 056,01 Euro oder 7 570,00 Euro beziehen, je nachdem, ob sie als Arbeitnehmer oder als Selbstständiger bezogen werden oder ob sie aus der Ausübung einer anderen Tätigkeit oder eines anderen Mandats, Amtes oder Postens stammen. Diese Höchstbeträge gelten, bis die betreffende Person das Alter von 65 Jahren erreicht hat. Nach diesem Alter kann die Ruhestandspension gleichzeitig mit unbegrenzten Berufseinkünften bezogen werden.

B.3.2. Für drei Kategorien von Anspruchsberechtigten auf eine Ruhestandspension vor dem Alter von 65 Jahren ist in Artikel 81 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 eine vorteilhaftere Regelung für den gleichzeitigen Bezug mit Berufseinkünften vorgesehen. Für diese Kategorien sind diese Höchstbeträge höher, nämlich je nach Fall 21 865,23 Euro, 17 492,17 Euro oder 21 865,23 Euro.

B.4.1. Artikel 81 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 bestimmte in der Fassung, die zu dem Zeitpunkt galt, als er Gegenstand der Klage war, die zum Entscheid Nr. 158/2014 vom 30. Oktober 2014 geführt hat:

« Was die nachstehend erwähnten Pensionen betrifft, entsprechen die zu berücksichtigenden Grenzbeträge den in Artikel 78 vorgesehenen Beträgen, wobei die Berufseinkünfte dieselben Jahre betreffen:

a) Ruhestandspensionen, die Personen gewährt werden, die aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit vor ihrem 65. Geburtstag von Amts wegen in den Ruhestand versetzt worden sind,

[...] ».

B.4.2. In seinem Entscheid Nr. 158/2014 hat der Gerichtshof in dieser Bestimmung die Wortfolge « aus einem anderen Grund als der körperlichen Untauglichkeit » für nichtig erklärt.

B.4.3. Der angefochtene Artikel 7 fügt in diesen Artikel anstelle der durch den Entscheid Nr. 158/2014 für nichtig erklärten Wortfolge die Wortfolge « wegen Altersgrenze » ein.

B.5.1. In der Begründung wurde bezüglich der angefochtenen Bestimmungen angeführt:

« Mit Artikel 7 wird also bezweckt, zu der vor dem Entscheid des Gerichtshofes bestehenden Situation zurückzukehren, jedoch auf der Grundlage eines anders verfassten Artikels 81 Buchstabe *a*), der sich nunmehr ausdrücklich und ausschließlich auf die wegen Erreichen der Altersgrenze pensionieren Personen bezieht.

[...]

Da es gilt, eine Situation wiederherzustellen, so wie sie von Anfang an sein sollte, wird dieser Abschnitt wirksam am Datum des Inkrafttretens des vorerwähnten Artikels 81, nämlich dem 1. Januar 2013 » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1502/001, S. 11).

B.5.2. In ihrem Gutachten zu diesen damals im Entwurf befindlichen Bestimmungen bemerkte die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates:

« Selbst wenn die Formulierung anders ist, ist der Entwurf der Bestimmung im Grunde identisch mit derjenigen, die der Verfassungsgerichtshof für nichtig erklärt hat. [...]

[...]

Im Übrigen enthält der Kommentar zum Artikel kein neues Element, das das Urteil der Verfassungswidrigkeit ändern könnte. [...]

[...]

Unter diesen Voraussetzungen wird durch den Gesetzentwurf, indem die für nichtig erklärte Bestimmung wiederhergestellt wird, die materielle Rechtskraft des Entscheids des Verfassungsgerichtshofes missachtet und setzt man sich nicht nur der Gefahr einer neuen Nichtigklärung aus, sondern auch einer einstweiligen Aufhebung auf der Grundlage von Artikel 20 Nr. 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 ' über den Verfassungsgerichtshof ', aufgrund dessen der Gerichtshof auf Antrag einer klagenden Partei ein Gesetz einstweilig aufheben kann, wenn es mit einer vom Verfassungsgerichtshof bereits für nichtig erklärten Norm identisch oder ihr ähnlich ist » (ebenda, SS. 41-42).

B.6.1. Die Arbeitnehmer des öffentlichen Sektors, die vor dem Alter von 65 Jahren von Amts wegen in den Ruhestand versetzt wurden, sind entweder Personen aller Kategorien von Beamten, die aufgrund körperlicher Untauglichkeit von Amts wegen in den Ruhestand versetzt wurden, oder Militärpersonen, für die im Gesetz eine Versetzung in den Ruhestand in einem Alter vor 65 Jahren vorgesehen ist.

B.6.2. Die angefochtene Bestimmung, die den Vorteil des gleichzeitigen Bezugs der Pension mit einem Berufseinkommen innerhalb der Grenzen der höchsten Obergrenze den Personen vorbehält, die wegen Erreichen der Altersgrenze von Amts wegen in den Ruhestand versetzt wurden, gleicht also der vom Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 158/2014 für nichtig erklärten Bestimmung, durch die die Personen, die aus Gründen der körperlichen Untauglichkeit von Amts wegen in den Ruhestand versetzt wurden, vom selben Vorteil ausgeschlossen wurden.

B.7.1. Der Ministerrat führt an, dass der Gerichtshof das Ziel dieser Maßnahme berücksichtigen müsse, das bei der Prüfung der Klage, die zum Entscheid Nr. 158/2014 geführt habe, nicht ersichtlich gewesen sei, hingegen in der Begründung der nunmehr angefochtenen Bestimmung ausgedrückt sei. Diese Zielsetzung bestehe darin, das Konzept des der Gewährung einer Pension wegen körperlicher Untauglichkeit zugrunde liegenden Systems einzuhalten, nämlich einer Person, die nicht mehr arbeiten könne, um sich ein Einkommen zu erwerben, ein solches zu gewähren.

B.7.2. Wie der Gerichtshof in seinem Entscheid Nr. 158/2014 (B.8) geurteilt hat, ist das Kriterium der körperlichen Untauglichkeit nicht relevant, um den bemängelten Behandlungsunterschied einzuführen, da der Gesetzgeber es den wegen körperlicher Untauglichkeit von Amts wegen in den Ruhestand versetzten Personen nicht verbietet zu arbeiten, wenn sie dazu den Willen und die Möglichkeit haben, innerhalb gewisser Obergrenzen, und da es diesen Personen, sobald sie das Alter von 65 Jahren erreicht haben, erlaubt ist, ihre Pension gleichzeitig mit einem Berufseinkommen innerhalb von höheren Obergrenzen zu beziehen.

B.7.3. Das Ziel, den Grund für die von Amts wegen erfolgte Versetzung in den Ruhestand zu berücksichtigen, ist also kein neues Element. Es wurde im Entscheid Nr. 158/2014 geprüft, mit dem der Gerichtshof geurteilt hat, dass dieses Ziel nicht den angefochtenen Behandlungsunterschied rechtfertigen konnte.

B.8.1. Im Übrigen sind die Änderungen des Gesetzgebungskontextes seit dem Entscheid Nr. 158/2014 nicht so bedeutend, dass sie zu der Beurteilung führen müssten, dass die angefochtene Bestimmung, obwohl sie der zuvor für nichtig erklärten Bestimmung ähnlich sei, *in concreto* nicht die gleiche Tragweite hätte.

B.8.2. Die Änderung der Sanktionsregelung im Falle der Überschreitung der zulässigen Einkommensobergrenzen, die durch Artikel 18 des Gesetzes vom 28. April 2015 zur Festlegung von Bestimmungen in Sachen Pensionen des öffentlichen Sektors vorgenommen wurde, kann zwar die Folgen der Überschreitung für die Pensionierten abmildern. Dieser Umstand kann den Gerichtshof jedoch nicht veranlassen, sein Urteil in Bezug auf die Irrelevanz des Kriteriums zu ändern, auf dem der durch Artikel 81 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 eingeführte Behandlungsunterschied beruht.

B.8.3. Artikel 4 des angefochtenen Gesetzes vom 18. Dezember 2015, mit dem Artikel 91 des Programmgesetzes vom 28. Juni 2013 abgeändert wird, erlaubt nunmehr den gleichzeitigen Bezug einer Ruhestandspension wegen körperlicher Untauglichkeit mit einem Ersatzeinkommen im Sinne von Artikel 76 Nr. 10 Buchstabe *b)*, *d)* oder *e)*. Diese Änderung hat zwar zur Folge, die Unverhältnismäßigkeit des durch den vorerwähnten Artikel 81 eingeführten Behandlungsunterschieds abzumildern. Sie kann den Gerichtshof jedoch ebenfalls nicht veranlassen, sein Urteil zu ändern, da nicht bewiesen wird, dass alle Personen, die eine Ruhestandspension wegen körperlicher Untauglichkeit erhalten, die erforderlichen Bedingungen erfüllen, um Anspruch auf ein solches Ersatzeinkommen zu haben. Im Übrigen kann dieser Umstand es auf keinen Fall rechtfertigen, dass die wegen körperlicher Untauglichkeit von Amts wegen in den Ruhestand versetzten Personen, deren medizinischer Zustand sich verbessert und die die Möglichkeit haben, ein Berufseinkommen zu erwerben, dies nicht unter den gleichen Bedingungen tun könnten wie die Personen, die von Amts wegen vor 65 Jahren wegen Erreichen der Altersgrenze pensioniert werden.

B.9. Die Klage auf einstweilige Aufhebung ist begründet. Artikel 7 des Gesetzes vom 18. Dezember 2015 « über die Gleichstellung eines Inaktivitätszeitraums bei bestimmten Mitgliedern der integrierten Polizei für die Laufbahnbedingungen im Hinblick auf den Antritt der Vorruhestandspension, über die Kumulierung mit einer Pension des öffentlichen Sektors, über das garantierte Einkommen für Betagte und über die Pensionen des Flugpersonals der Zivilluftfahrt » ist einstweilig aufzuheben.

Da Artikel 8 desselben Gesetzes untrennbar mit Artikel 7 verbunden ist, ist er ebenfalls einstweilig aufzuheben.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

hebt die Artikel 7 und 8 des Gesetzes vom 18. Dezember 2015 « über die Gleichstellung eines Inaktivitätszeitraums bei bestimmten Mitgliedern der integrierten Polizei für die Laufbahnbedingungen im Hinblick auf den Antritt der Vorruhestandspension, über die Kumulierung mit einer Pension des öffentlichen Sektors, über das garantierte Einkommen für Betagte und über die Pensionen des Flugpersonals der Zivilluftfahrt » einstweilig auf.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 21. April 2016.

Der Kanzler,
F. Meersschaut

Der Präsident,
J. Spreutels

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2016/15054]

Oproep tot kandidaten voor 13 betrekkingen van adviseur (A31)
te begeven door bevordering naar een hogere klasse. — Addendum

Addendum bij de oproep tot kandidaten voor betrekkingen van
adviseur (A31) te begeven door bevordering naar een hogere klasse,
verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 20 april 2016, derde editie,
paginas 27273 tot 27274.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2016/15054]

Appel à candidatures pour 13 emplois de conseiller (A31)
à conférer par promotion à une classe supérieure. — Addendum

Addendum à appel à candidatures pour 13 emplois de conseiller
(A31) à conférer par promotion à une classe supérieure, publié au
Moniteur belge du 20 avril 2016, troisième édition, pages 27273 à 27274.